

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

10 juillet 2012

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la protection
du parc national des Virunga
en République démocratique du Congo,
site inscrit sur la liste
du patrimoine mondial de l'UNESCO**

(déposée par MM. Georges Dallemagne
et Christian Brotcorne)

EN REMPLACEMENT DU DOCUMENT DISTRIBUÉ
PRÉCÉDEMMENT

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

10 juli 2012

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de bescherming
van het Nationaal Park Virunga
in de Democratische Republiek Congo,
een gebied dat deel uitmaakt
van de UNESCO-werelderfgoedlijst**

(ingediend door de heren Georges Dallemagne
en Christian Brotcorne)

TER VERVANGING VAN HET VROEGER RONDGEDEELDE
STUK

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél. : 02/ 549 81 60		Tel. : 02/ 549 81 60	
Fax : 02/549 82 74		Fax : 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail : publications@lachambre.be		e-mail : publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

En raison de sa biodiversité exceptionnelle et, à bien des égards, unique au monde, le parc national des Virunga est un site inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1979. Il a malheureusement été inscrit en 1994 sur la liste du patrimoine mondial en péril, en raison des nombreuses atteintes dont il est victime: braconnage, déforestation, activités de groupes armés, "charbonnage"... Par exemple, sur les 29 500 hippopotames qui fertilisaient le parc dans les années 70 et permettaient la multiplication des poissons du lac Édouard, il n'en reste plus que 400 spécimens. Les autres ont été abattus à la mitrailleuse. Les éléphants du parc pourraient avoir disparu d'ici dix ans. Malgré une légère amélioration de la préservation du parc depuis 2008, l'avenir du parc est, de nouveau, gravement menacé: des nappes de pétrole ont été découvertes et le gouvernement congolais a attribué trois concessions d'exploration pétrolière, qui couvrent 85 % de la superficie du parc.

Selon un expert européen, "le pétrole est la plus grande des menaces qui pèse sur le parc et sur l'écosystème. En effet, si des forages ont lieu dans le lac Édouard et que le moindre accident se produit, la pollution de ce milieu clos, d'accès difficile, sera incontrôlable et affectera au moins 40 000 familles de riverains. Mais surtout, au départ des Grands Lacs, le bassin du Nil pourrait être contaminé, jusqu'à la Méditerranée"¹.

La République démocratique du Congo a, en effet, octroyé des concessions pétrolières qui couvrent 85 % du parc national des Virunga alors que l'exploitation pétrolière y est incompatible avec le statut de site inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et que la Constitution congolaise reconnaît la suprématie des obligations conventionnelles internationales, telles que celles découlant de la Convention de Paris du 16 novembre 1972 pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Il s'agit également d'une violation de la loi congolaise n° 069/41 et d'une nouvelle loi votée par le parlement congolais en 2011 qui spécifie non seulement que l'exploration et l'exploitation pétrolières sont illégales, mais également que tout contrat passé en ce sens serait nul et non avenu.

¹ Carnet de Colette Braeckman, *Le parc des Virunga menacé par les pétroliers*, 11 mai 2012.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Wegens zijn uitzonderlijke biodiversiteit en als in vele opzichten uniek gebied in de wereld maakt het Nationaal Park Virunga sinds 1979 deel uit van de UNESCO-werelderfgoedlijst. In 1994 werd het helaas opgenomen op de lijst van bedreigd werelderfgoed, als gevolg van wijdverbreid misbruik: stroperij, houtkap, activiteiten van gewapende groepen, "houtschoolwinning" enzovoort. Van de 29 500 nijlpaarden die in de jaren 70 het park met hun mest vruchtbaar hielden en de vermenigvuldiging van het visbestand in het Edwardmeer mogelijk maakten, blijven er bijvoorbeeld maar 400 exemplaren meer over. De anderen werden met machinegeweren neergehaald. Van olifanten in het park zou er binnen tien jaar geen sprake meer kunnen zijn. Hoewel het er sinds 2008 weer rooskleuriger uitziet, is de toekomst van het park nu echter opnieuw zwaar bedreigd: er zijn olielagen ontdekt en de Congolese overheid heeft drie olieconcessies toegekend, die 85 % van het park beslaan.

Een Europese deskundige heeft daarover het volgende gezegd: "*Le pétrole est la plus grande des menaces qui pèse sur le parc et sur l'écosystème. En effet, si des forages ont lieu dans le lac Édouard et que le moindre accident se produit, la pollution de ce milieu clos, d'accès difficile, sera incontrôlable et affectera au moins 40 000 familles de riverains. Mais surtout, au départ des Grands Lacs, le bassin du Nil pourrait être contaminé, jusqu'à la Méditerranée*"¹.

De Democratische Republiek Congo heeft inderdaad olieconcessies toegekend die 85 % van het Virungapark beslaan, terwijl de exploitatie van olie er onverenigbaar is met de status van "*UNESCO World Heritage Site*" en de Congolese Grondwet de suprematie erkent van internationale verdragsverplichtingen, zoals die welke voortvloeien uit de Overeenkomst van Parijs van 16 november 1972 inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld. Het gaat ook om een schending van de Congolese wet met nr. 069/41 en van een nieuwe door het Congolese parlement in 2011 aangenomen wet die niet alleen bepaalt dat olie-exploratie en -exploitatie er illegaal zijn, maar ook dat elke overeenkomst in die zin van nul en generlei waarde is.

¹ *Le Carnet de Colette Braeckman* (blog), "*Le parc des Virunga menacé par les pétroliers*", 11 mei 2012.

Les sociétés pétrolières auxquelles les concessions pétrolières ont été octroyées ont leur siège social dans des États parties à la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Il s'agit de la société Total en France, de Sacoil en Afrique du Sud, et de SOCO International et d'Ophir Energy au Royaume-Uni.

Dans le cadre de son contrat de concession, la société britannique SOCO a récemment obtenu du gouvernement congolais l'autorisation de prospecter dans le bloc V du rift Albertin, dans le parc national des Virunga. Deux arrêtés ministériels, signés le 1^{er} septembre 2011, autorisent en effet les activités d'exploration pétrolière et délivrent un certificat d'acceptabilité environnementale à la SOCO pour sa campagne d'acquisition des données aéromagnétiques et aérogravimétriques. Il s'agit d'un revirement de la part du gouvernement congolais vis-à-vis de cette société qui s'était encore vu interdire de poursuivre son exploitation pétrolière dans le parc des Virunga en mars 2011 suite à des démarches pressantes de l'UNESCO demandant la suspension du contrat de concession.

Comme nous l'avons exposé plus haut, une telle exploration constitue une violation flagrante des règles de protection du parc. Le gouvernement congolais justifie son revirement complet en affirmant "avoir besoin d'évaluer la quantité de réserves de pétrole dans la région pour aider le pays à décider s'il doit permettre l'exploration du parc".

M. Roger Cagle, le vice-président de la SOCO, a indiqué, le 22 janvier 2012, à l'agence Bloomberg qu'il espère mener ces explorations au courant du second semestre de cette année, c'est-à-dire dans les jours et les semaines qui viennent. Cette exploration aérienne fait partie intégrante du contrat d'exploitation du pétrole du bloc V, conclu en novembre 2007 entre la RDC, d'une part, et un groupement dont fait partie Dominion Petroleum Congo, SOCO Exploration-Production RDC et la Congolaise des Hydrocarbures, d'autre part.

Ce contrat signé par le ministre de l'Environnement congolais et la compagnie SOCO mentionne au point 8.2 l'exploration aérienne et l'exploitation. Il s'agit donc bien de la mise en œuvre d'un contrat d'exploration et d'exploitation du pétrole au cœur du parc en violation complète des promesses faites à l'UNESCO et à la communauté internationale et en violation des lois congolaises, pourtant très claires à ce sujet, ainsi que des engagements du gouvernement congolais.

De oliemaatschappijen aan wie de olieconcessies zijn verleend, hebben hun maatschappelijke zetel in Staten die de overeenkomst inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld hebben ondertekend. Het gaat om *Total* in Frankrijk, *Sacoil* in Zuid-Afrika, en *SOCO International* en *Ophir Energy* in het Verenigd Koninkrijk.

In het raam van haar concessieovereenkomst heeft de Britse maatschappij SOCO onlangs van de Congolese regering de toestemming gekregen om in blok V van de Albert-rift, in het Nationaal Park Virunga, aan prospectie te doen. Op 1 september 2011 werden namelijk twee ministeriële besluiten ondertekend die olie-exploratieactiviteiten toestaan en die SOCO van een milieuvergunning voorzien om aeromagnetische en aerogravimetrische gegevens te vergaren. De Congolese regering heeft daarmee ten opzichte van die maatschappij een ommezwaaai gemaakt, want in maart 2011 had die het verbod gekregen om nog langer in het Virungapark olie te exploiteren, na zware druk van de UNESCO om de concessieovereenkomst te schorsen.

Zoals eerder al aangegeven, vormt een dergelijke exploratie een flagrante schending van de regels tot bescherming van het park. De Congolese regering rechtvaardigt haar complete ommezwaaai door te stellen dat "*avoir besoin d'évaluer la quantité de réserves de pétrole dans la région pour aider le pays à décider s'il doit permettre l'exploration du parc*".

Op 22 januari 2012 heeft de *Executive Vice President* van SOCO, Roger Cagle, het nieuwsagentschap Bloomberg meegedeeld dat hij hoopt dat die prospectie in de tweede helft van dit jaar, dus in de komende dagen en weken, zal kunnen plaatsvinden. Die luchtverkenning is evenwel een onderdeel van de overeenkomst om olie te winnen in blok V, die in november 2007 werd gesloten tussen de DRC en een groepering waartoe *Dominion Petroleum Congo*, *SOCO Exploration-Production RDC* en de *Congolaise des Hydrocarbures* behoren.

Die overeenkomst, die werd ondertekend door de Congolese minister van Leefmilieu en de firma SOCO, maakt in punt 8.2 gewag van de luchtverkenning en de oliewinning. Het ligt dus wel degelijk in de bedoeling midden in het park naar olie te zoeken en olie te winnen. Dit druist volledig in tegen de beloften die werden gedaan aan de UNESCO en aan de internationale gemeenschap, en is in strijd met de — op dat punt nochtans overduidelijke — Congolese wetten en de door de Congolese regering aangegane verbintenissen.

Il apparaît que la SOCO International a déjà envoyé des équipes sur le terrain, à plusieurs reprises (fin 2010, début 2011), parfois en tentant de soudoyer les gardes du parc national des Virunga. Il est même arrivé que des incidents violents se produisent et que des gens soient blessés lors des incursions de certains agents de cette société.

Lors de la réunion du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO de juin 2011, les délégués ont réaffirmé la position du Comité sur l'incompatibilité de l'exploration et l'exploitation pétrolières avec le statut de patrimoine mondial et ont demandé l'annulation de tous les permis d'exploitation dans les limites du parc. Cependant, le "contrat avec la SOCO n'a pas été annulé. Au contraire, il a été réactivé", note le Comité du patrimoine mondial.

Selon le dernier communiqué de presse de la SOCO, l'exploitation pétrolière dans le parc national des Virunga ne posera aucun problème environnemental pour le lac Édouard. Ce communiqué stipule que la "SOCO n'est pas partisane de la destruction de la biodiversité. L'exploitation du pétrole, ce n'est pas comme les gens pensent qu'on va creuser un grand puits dans le lac Édouard et le pétrole va commencer à flotter détruisant le poisson". Il est précisé que l'exploitation pétrolière se fera sur la terre ferme et pas dans les eaux du lac. Par conséquent, il faut constater, d'une part, que, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement britannique et le gouvernement congolais, la SOCO compte bien exploiter le pétrole du parc des Virunga (si tant est qu'il y en ait) et, d'autre part, que cette compagnie minimise dangereusement les conséquences de l'exploitation pétrolière d'un site classé au patrimoine mondial et ne semble donc pas vouloir respecter l'intégrité du parc national des Virunga.

Le point 7A intitulé "État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril" de l'ordre du jour provisoire de la 36^e session du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO qui s'est réuni à Saint-Petersbourg, stipule que "la compagnie SOCO, à qui l'un des trois blocs d'exploration pétrolière qui chevauchent le parc a été attribué, continue de tenir des réunions hostiles au parc".

Par ailleurs, l'un des deux autres blocs d'exploration pétrolière chevauchant le parc a été attribué par ordonnance présidentielle à la compagnie Total en fin 2010.

Het ziet ernaar uit dat *SOCO International* al meermaals teams het veld heeft ingestuurd (eind 2010, begin 2011) en dat het bedrijf daarbij soms heeft geprobeerd de bewakers van het Nationaal Park Virunga om te kopen. Er hebben zich zelfs gewelddadige incidenten voorgedaan en er zijn gewonden gevallen toen bepaalde medewerkers van dat bedrijf het park zijn binnengevallen.

Op de vergadering van het *World Heritage Committee* van de UNESCO van juni 2011 hebben de afgevaardigden nogmaals het standpunt van het Comité bevestigd dat het zoeken naar en het winnen van olie niet sporen met de status van werelderfgoed; in dat verband hebben zij erop aangedrongen dat alle exploitatievergunningen op het grondgebied van het park zouden worden vernietigd. Desondanks werd, aldus het *World Heritage Committee* van de UNESCO, de overeenkomst met SOCO niet ongedaan gemaakt, maar integendeel nieuw leven ingeblazen.

Volgens het recentste persbericht van SOCO zal de oliewinning in het Nationaal Park Virunga niet het minste milieuprobleem opleveren voor het Edwardmeer. In dit bericht wordt aangegeven dat SOCO niet de vernietiging van de biodiversiteit nastreeft. Voorts stelt het persbericht dat het winnen van olie niet gebeurt zoals de meeste mensen zich dat voorstellen, met name dat daartoe in het Edwardmeer een grote put wordt gegraven waaruit de olie dan begint te stromen, waardoor het visbestand sterft. Er wordt gepreciseerd dat de oliewinning zal gebeuren op het vasteland, en niet in het water van het meer. Men kan dus niet om de vaststelling heen dat, in tegenstelling tot wat respectievelijk de Britse en de Congolese regering beweren, SOCO wel degelijk van plan is olie te winnen in het Nationaal Park Virunga (als daar al olie aanwezig is), én dat die firma de gevolgen van oliewinning op een als werelderfgoed erkende site zwaar minimaliseert en de integriteit van het Nationaal Park Virunga dus niet lijkt te willen respecteren.

In het punt 7A, met als opschrift "*État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril*", van de voorlopige agenda van de 36^{ste} zitting van het *World Heritage Committee* van de UNESCO in Sint-Petersburg wordt het volgende aangegeven: "*la compagnie SOCO, à qui l'un des trois blocs d'exploration pétrolière qui chevauchent le parc a été attribué, continue de tenir des réunions hostiles au parc*".

Voorts werd een van de andere blokken voor oliewinning die het park overlappen, eind 2010 bij presidentiële beschikking toegekend aan *Total*.

Selon l'article 4 de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, le gouvernement de la République démocratique du Congo est principalement responsable de la protection du parc national des Virunga. Toutefois, tous les États parties à la Convention dont le siège social d'une de ces sociétés pétrolières se situe sur leur territoire ont l'obligation internationale de veiller au respect de la Convention et de confronter ces sociétés à leurs devoirs et responsabilités.

Les déclarations de l'ambassadeur du Royaume-Uni, Neil Wigan, qui selon un communiqué de l'ACP du 22 juin 2012, a indiqué que "les entreprises britanniques telles que SOCO sont déjà présentes [en RDC] et travaillent en vue de contribuer au développement du pays", sont inquiétantes et laissent perplexes quant à l'attitude du Royaume-Uni sur la problématique de la protection d'un site classé au patrimoine mondial tel que le parc des Virunga.

La France et le Royaume-Uni sont des États membres de l'OCDE et ils se sont, par conséquent, engagés à s'assurer que les sociétés basées sur leur territoire respectent les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Ces principes spécifient que "les entreprises devraient, dans le cadre des lois, règlements et pratiques administratives en vigueur dans les pays où elles opèrent, et eu égard aux accords, principes, objectifs et normes internationaux pertinents, tenir dûment compte de la nécessité de protéger l'environnement, la santé et la sécurité publiques et d'une manière générale, de conduire leurs activités d'une manière qui contribue à l'objectif plus large de développement durable". Il est donc essentiel que ces États agissent afin que les sociétés basées dans leur pays n'explorent pas et, le cas échéant, n'exploitent pas les éventuelles nappes de pétrole détectées au sein du parc national des Virunga.

Georges DALLEMAGNE (cdH)
Christian BROTCORNE (cdH)

Krachtens artikel 4 van de Overeenkomst inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld is de regering van de Democratische Republiek Congo belast met de bescherming van het Nationaal Park Virunga. Nochtans hebben alle Staten die partij zijn bij de Overeenkomst op wier grondgebied zich de maatschappelijke zetel van een van die maatschappijen bevindt, de internationale verplichting erop toe te zien dat de Overeenkomst in acht wordt genomen en die maatschappijen op hun plichten en verantwoordelijkheden te wijzen.

Volgens een persbericht van ACP heeft de ambassadeur van het Verenigd Koninkrijk in de DRC, Neil Wigan, op 22 juni 2012 verklaard dat Britse bedrijven zoals SOCO al in de DRC actief zijn en er mee werken aan de ontwikkeling van het land. Die verklaring is zorgwekkend en geeft ernstig te denken over de houding van het Verenigd Koninkrijk aangaande de bescherming van een tot werelderfgoed uitgeroepen gebied zoals het Virungapark.

Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk zijn OESO-lidstaten en hebben zich er bijgevolg toe verbonden ervoor te zorgen dat de maatschappijen die zich op hun grondgebied bevinden de richtsnoeren van de OESO ter attentie van de multinationale ondernemingen in acht nemen. Die richtsnoeren luiden: "*les entreprises devraient, dans le cadre des lois, règlements et pratiques administratives en vigueur dans les pays où elles opèrent, et eu égard aux accords, principes, objectifs et normes internationaux pertinents, tenir dûment compte de la nécessité de protéger l'environnement, la santé et la sécurité publiques et d'une manière générale, conduire leurs activités d'une manière qui contribue à l'objectif plus large de développement durable*". Het is dus van essentieel belang dat die Staten optreden om te voorkomen dat de op hun grondgebied gebaseerde maatschappijen in het Nationaal Park Virunga op zoek gaan naar olievelden en, zo ze er vinden, die velden ontginnen.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que le parc national des Virunga a été classé par l'UNESCO en 1979 au rang de patrimoine mondial en raison de sa biodiversité exceptionnelle;

B. considérant qu'il est indispensable que ce parc conserve son statut de site classé sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO;

C. constatant que ce site est inscrit depuis 1994 sur la liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO, en raison des déprédations graves causées par des activités des groupes armés, de braconnage, de charbonnage et d'exploration pétrolière;

D. considérant que selon les conclusions de la 36^e session du Comité du patrimoine mondial, des avancées importantes ont été rapportées par la République démocratique du Congo dans la mise en œuvre de certaines mesures correctives, notamment la reprise du contrôle de 80 % du parc par les autorités congolaises malgré la persistance de poches de milices dans le parc, la diminution de la problématique de la carbonisation, les mesures prises contre les envahissements à Lubiliha et la création de cadres de concertation avec les populations pour résoudre certains conflits importants;

E. considérant que selon les conclusions de la 36^e session du Comité du patrimoine mondial, il y a un repeuplement non quantifié de la faune dans certains secteurs du parc, mais que le Comité du patrimoine mondial considère qu'il faudra du temps pour rétablir ces populations, étant donné que les effectifs de la plupart des espèces de grands mammifères des plaines ont été réduits de 50 % à 96 % depuis l'inscription du bien sur la liste du patrimoine mondial;

F. considérant qu'il est inacceptable que des concessions pétrolières aient été octroyées au sein du parc national des Virunga en violation de la Convention de Paris du 16 novembre 1972 pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel;

G. considérant que les concessions pétrolières octroyées dans le parc national des Virunga par le gouvernement congolais sont contraires à la Convention pour la protection du patrimoine mondial, qui lie la République démocratique du Congo à l'UNESCO, et contraires à la Constitution et aux lois congolaises et que ces concessions doivent, par conséquent, être annulées;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. merkt op dat het Nationaal Park Virunga in 1979 door de UNESCO tot werelderfgoed werd uitgeroepen wegens zijn uitzonderlijke biodiversiteit;

B. wijst erop dat dit Park absoluut als beschermd gebied behouden moet blijven op de werelderfgoedlijst van de UNESCO;

C. stelt vast dat dit gebied sinds 1994 op de lijst van het bedreigde werelderfgoed van de UNESCO staat, wegens de ernstige vernielingen als gevolg van activiteiten van gewapende groeperingen, stroperij, houtskoolbranderij en olieontginningsactiviteiten;

D. wijst erop dat, volgens de conclusies van de 36^{ste} bijeenkomst van het *World Heritage Committee*, de Democratische Republiek Congo kennis heeft gegeven van grote vooruitgang inzake de uitvoering van bepaalde herstelingsrepen, zoals het feit dat het Park weer voor 80 % wordt gecontroleerd door de Congolese overheid ondanks het voortbestaan van hardnekkige militiekernen, de aanpak van de houtskoolbranderij, de maatregelen tegen de invasies in Lubiliha en de oprichting van structuren voor overleg met de bevolkingsgroepen om bepaalde belangrijke conflicten op te lossen;

E. geeft aan dat de conclusies van de 36^{ste} bijeenkomst van het *World Heritage Committee* weliswaar wijzen op een niet gekwantificeerde herintroductie van de fauna in sommige deelgebieden van het Park, maar dat het herstel van die populaties tijd zal vergen omdat het dierbestand voor de meeste grote zoogdiersoorten op de laagvlakten met 50 % tot 96 % gekrompen is sinds het Park op de werelderfgoedlijst staat;

F. acht het onaanvaardbaar dat in het Nationaal Park Virunga oliewinningsvergunningen werden afgegeven, tegen de Overeenkomst van Parijs van 16 november 1972 inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld in;

G. attendeert erop dat de door de Congolese regering toegekende oliewinningsvergunningen in het Nationaal Park Virunga strijdig zijn met de Overeenkomst van Parijs van 16 november 1972 inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld, waarbij de Democratische Republiek Congo een bindend engagement jegens de UNESCO aangaat, alsook met de Grondwet en de Congolese wetgeving, en dat die oliewinningsvergunningen bijgevolg nietig moeten worden verklaard;

H. considérant que, bien que l'habitat de 200 gorilles des montagnes du parc national des Virunga ne fasse pas actuellement partie d'une concession pétrolière, toute exploitation dans le parc pourrait nuire à leur sécurité;

I. considérant que toute exploitation dans les zones tampon en dehors du parc aura probablement un effet direct sur la valeur patrimoniale du parc;

J. considérant qu'une réaction très ferme de la communauté internationale s'impose;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. d'agir promptement et fermement, de concert avec le gouvernement congolais, l'Union européenne et la communauté internationale, afin d'empêcher tout dommage irréparable dans le parc national des Virunga résultant de l'exploration et de l'exploitation pétrolières ou d'autres activités illégales;

2. de mener des actions de coopération avec le gouvernement congolais afin de préserver et de protéger le parc national des Virunga, joyau mondial de la biodiversité;

3. de plaider auprès de la France et du Royaume-Uni afin qu'ils répondent effectivement à la demande formulée par l'UNESCO de faire tout leur possible pour s'assurer que les compagnies pétrolières et minières établies sur leur territoire (la SOCO et Total) n'endommagent pas les biens du patrimoine mondial;

4. de veiller à ce que la demande formulée par l'UNESCO aux compagnies Total et SOCO de souscrire aux engagements, déjà acceptés par Shell et ICMM, de ne pas entreprendre des explorations ou exploitations pétrolières ou minières au sein des biens du patrimoine mondial soit mise en œuvre;

5. de plaider pour l'adoption d'une position commune des États membres de l'Union européenne condamnant fermement toute activité illégale menée au sein du parc national des Virunga;

6. d'envisager des sanctions à l'encontre des compagnies pétrolières SOCO et Total si celles-ci ne souscrivent pas aux engagements formulés par l'UNESCO;

7. d'insister auprès du gouvernement congolais afin que tous les permis d'exploration pétrolière se trouvant à l'intérieur des limites du parc soient annulés, conformément à la demande expresse formulée par l'UNESCO;

H. wijst erop dat, hoewel op dit ogenblik geen olieconcessies zijn toegekend in het Nationaal Park Virunga, dat het woongebied vormt van 200 berggorilla's, iedere ontginning in het Park de veiligheid van de dieren in het gedrang zou kunnen brengen;

I. waarschuwt dat iedere ontginning in de bufferzones buiten het Park vermoedelijk rechtstreekse gevolgen zal hebben voor de patrimoniale waarde van het Park;

J. acht een heel krachtige reactie van de internationale gemeenschap noodzakelijk;

VERZOEKT DE REGERING:

1. om, in samenspraak met de Congolese regering, de Europese Unie en de internationale gemeenschap, snel en kordaat in te grijpen om te voorkomen dat de olie-exploratie en -ontginning of andere illegale activiteiten onherstelbare schade toebrengen aan het Nationaal Park Virunga;

2. samenwerkingsacties op te zetten met de Congolese regering om het Nationaal Park Virunga, dat een juweel is van de biodiversiteit op wereldniveau, in stand te houden en te beschermen;

3. er bij Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk op aan te dringen dat ze daadwerkelijk rekening houden met de vraag van de UNESCO om alles in het werk te stellen opdat de olie- en mijnmaatschappijen die op hun grondgebied gevestigd zijn (SOCO en Total) de wereldverfgoedlocaties geen schade toebrengen;

4. erop toe te zien dat uitvoering wordt gegeven aan de vraag van de UNESCO aan de maatschappijen Total en SOCO om zich ertoe te verbinden, zoals Shell en ICMM al hebben gedaan, geen olie- of mijnexploratie of -ontginning te ondernemen op plaatsen die tot het werelderfgoed behoren;

5. te pleiten voor een gemeenschappelijk standpunt van de lidstaten van de Europese Unie waarbij iedere illegale activiteit in het Nationaal Park Virunga streng wordt veroordeeld;

6. sancties te overwegen tegen de oliemaatschappijen SOCO en Total indien zij de door de UNESCO opgestelde verbintenissen verzuimen na te leven;

7. er bij de Congolese regering op aan te dringen dat alle vergunningen voor olieontginning binnen het park worden geannuleerd, zoals door de UNESCO uitdrukkelijk is gevraagd;

8. d'insister auprès du gouvernement congolais afin qu'aucune autorisation d'exploitation pétrolière ne soit délivrée, conformément à la demande expresse formulée par l'UNESCO.

29 juin 2012

Georges DALLEMAGNE (cdH)
Christian BROTCORNE (cdH)

8. er bij de Congolese regering op aan te dringen dat geen vergunningen voor olieontginning worden afgegeven, zoals door de UNESCO uitdrukkelijk is gevraagd.

29 juni 2012